

# OMC : Quand Honk-Kong se prépare à Mombassa

jeudi 24 novembre 2005, par [JENNAR Raoul Marc](#) (Date de rédaction antérieure : 15 mars 2005).

On se souvient qu'après leur échec retentissant à Seattle (1999), les pays industrialisés, Union européenne et Etats-Unis en tête, ont, à Doha (2001), arraché aux pays en développement un programme de négociations pompeusement baptisé « Agenda de Doha pour le Développement ». Un intitulé conforme à ce langage typique de l'OMC - et de l'UE - qui consiste à annoncer le contraire de ce qu'on se prépare à commettre. La suite a d'ailleurs confirmé que ce programme n'était pas destiné à favoriser les pays du Sud. Ni les négociations conduites à Genève, ni la conférence ministérielle de Cancun (2003) n'ont débouché sur un accord tant les objectifs poursuivis par les pays riches sont en contradiction avec les besoins du reste de la planète. Depuis Cancun, les réunions se sont multipliées sans que les divergences se soient atténuées, contrairement à ce qu'affirment les communiqués officiels de la Commission européenne.

Une de ces réunions vient d'avoir lieu à Mombassa, au Kenya. Plus importante que d'autres, cette réunion réunissait au niveau ministériel les représentants de 33 pays, dont l'Union européenne, les Etats-Unis, le Canada et le Japon, l'incontournable quadrumvirat de l'OMC, auquel avaient été invités à se joindre 13 pays d'Asie, 8 pays d'Afrique, 6 pays d'Amérique latine ainsi que la Norvège et la Suisse. L'espoir des pays industrialisés est de parvenir à un accord sur le programme de Doha lors de la prochaine conférence ministérielle de l'OMC qui se tiendra à Hong-Kong en décembre.

Sur la table des discussions, l'agriculture, l'ouverture des marchés aux produits industrialisés, les services, la facilitation des échanges. Quatre dossiers sur lesquels peu de progrès ont été enregistrés jusqu'à présent. Il s'agit de matières pour lesquelles les pays riches voudraient aboutir à un accord dès juillet pour s'assurer que Hong-Kong ne sera pas un nouveau Cancun.

Sur l'agriculture, les discussions ont porté sur une formule applicable à la réduction des tarifs douaniers sur les produits agricoles sans qu'un accord soit trouvé. Sur l'ouverture des marchés aux produits industrialisés, les pays en développement semblent avoir obtenu que le principe d'une formule linéaire applicable indifféremment à tous les pays soit écarté. Sur la facilitation des échanges, il a été rappelé par les pays du Sud, au grand désappointement des Européens, qu'il n'est pas question pour ces pays de négocier sur des matières qui appartiennent au défunt projet d'accord multilatéral sur l'investissement reconverti à l'OMC en quatre questions distinctes baptisées « nouvelles matières. »

Sur les services, la pression européenne, soutenue par l'Australie et les Etats-Unis, en vue de libéraliser un grand nombre de secteurs est particulièrement forte. Au point que le ministre brésilien et le commissaire européen Mandelson eurent des échanges extrêmement vifs à ce propos. Le Brésil accuse la Commission européenne de ne faire aucune concession sérieuse sur le dossier agricole tout en formulant des exigences très importantes sur les services. Le 31 juillet dernier, une décision était intervenue qui réclame de chaque pays de déposer une liste de services qu'il est prêt à libéraliser chez lui. Le mois de mai 2005 a même été fixé comme ultime échéance. Mais peu de pays en développement sont prêts à vendre aux firmes européennes la gestion des services chez eux.

Le commissaire européen a eu beau répéter que l'ouverture des marchés du Sud aux entreprises du

Nord dans le domaine agricole, dans celui des services ou celui des produits industriels aura un impact très positif sur le développement, ce slogan qui ne se vérifie nulle part ne convainc guère.

La conférence ministérielle de Hong-Kong s'annonce d'ores et déjà comme un tournant décisif dans la soumission de la planète au dogme néolibéral. Tout reste possible. Le rejet comme la soumission. Exactement comme avec le traité constitutionnel européen tellement inspiré par la philosophie de l'OMC.

---

**P.-S.**

\* Publié en Chronique hebdomadaire, en Belgique, dans « Le Journal du Mardi ».

\* Raoul Marc JENNAR est chercheur auprès d'Oxfam et de l'URFIG.